

Overwegende dat, bij verhindering of afwezigheid van de leidend ambtenaar, het aangewezen is hem te vervangen in het raam van de delegaties die zijn bedoeld in hogervermeld besluit van 3 februari 1994;

Op voorstel van het lid van het College, belast met Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 7, eerste lid, van het besluit van 3 februari 1994 houdende delegatie van bevoegdheid en ondertekening aan de leidend ambtenaar van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar krijgt de opdrachthouder die instaat voor het beheer van de operationele diensten van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie de delegaties die zijn beschreven in dit besluit. ».

**Art. 2.** Het lid van het College, bevoegd voor Ambtenarenzaken, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 18 december 1997.

Voor het College :

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Ambtenarenzaken

H. HASQUIN,

Voorzitter, belast met Begroting



F. 99 — 1918

[S - C - 99/31148]

**4 MARS 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la prime accordée pour des travaux d'équipement ou de transformation visant la création et la modernisation de "chambres d'hôtes" dans des bâtiments existants**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes", et notamment l'article 6 du décret consacré à la prime;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 5 février 1999;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le ...

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes", doit entrer en vigueur très prochainement; qu'il est impératif d'adopter sans délai les règles d'exécution de l'article 6 du décret afin que le droit au subside qu'il consacre puisse sortir utilement ses effets;

Sur proposition du Membre du Collège chargé du Tourisme,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux conditions fixées par le présent arrêté, le Membre du Collège chargé du Tourisme, octroie une prime pour des travaux d'équipement ou de transformation visant la création ou la modernisation de chambres d'hôtes.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, sont considérés comme travaux d'équipement ou de transformation visant la création ou la modernisation de chambres d'hôtes, tous travaux :

- de gros-œuvre, de parachèvement et de rénovation :
  - terrassement;
  - maçonnerie;
  - vitrerie;
  - carrelage;
  - revêtement de mur et de sol;
  - enduisage;
  - peinture;
  - plafonnage;
  - plomberie;
  - sanitaires;
  - menuiserie;
- de mise en conformité quant aux exigences en matière de sécurité incendie;
- d'installations intérieures suivantes :
  - chauffage;
  - égouts;
  - gaz et électricité;

- appareils sanitaires et accessoires;
- la literie (à savoir lit, sommier et matelas);
- éclairage;
- rideaux, tentures.

**Art. 3.** Le montant des primes accordées par chambre d'hôtes ne peut dépasser 50 000 francs par période de dix ans, même s'il y a changement de propriétaire.

**Art. 4.** La demande de prime doit être introduite, à peine d'irrecevabilité, par pli recommandé à l'Administration de la Commission communautaire française au moyen du formulaire conforme au modèle annexé au présent arrêté, dûment complété et mis à la disposition du public sur simple demande.

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° une copie conforme du permis de bâtir si nécessaire;
- 2° un descriptif des travaux;
- 3° un plan;
- 4° des photos des lieux prises avant les travaux étant entendu que les agents de la Commission communautaire française peuvent solliciter une visite des lieux de l'occupant;
- 5° une estimation des coûts ventilés par chambre;
- 6° si le demandeur est occupant non propriétaire, un mandat écrit du propriétaire l'autorisant à exécuter les travaux;
- 7° si le demandeur n'est pas encore titulaire de l'agrément en qualité de « chambre d'hôtes », un engagement de solliciter cet agrément au plus tard à l'achèvement des travaux.

**Art. 5.** Dans les trente jours de leur introduction, les demandes de prime à la rénovation feront l'objet :

- 1° soit d'un accusé de réception;
- 2° soit d'une demande de documents manquants.

Dès son introduction, la demande qui n'a pas été complétée dans un délai de six mois à compter de l'envoi d'une demande de documents manquants est caduque.

**Art. 6.** Une promesse provisoire d'octroi de la prime est notifiée au demandeur sur base notamment des devis libellés au nom du demandeur et précisant l'adresse du chantier, établis par un entrepreneur et/ou des bons de commande et remise de prix des matériaux.

La prime n'est payée au demandeur qu'après l'achèvement des travaux.

Les travaux devront être facturés au plus tard dans un délai de trois mois à dater de leur achèvement.

Le montant de la prime est arrêté et liquidé définitivement sur base de factures originales en bonne et due forme, libellées au nom du demandeur et précisant l'adresse du chantier, ou de copies certifiées conformes de ces factures accompagnées d'une attestation sur l'honneur.

**Art. 7.** Le bénéficiaire est tenu de rembourser à la Commission communautaire française les sommes reçues sur base du présent arrêté ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision de recouvrement :

- 1° en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par le présent arrêté;
- 2° lorsque le bénéficiaire change l'affectation des locaux qui ont été équipés ou transformés;
- 3° lorsqu'il renonce à l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" ou que cet agrément lui est définitivement retiré.

Les dispositions du 2° et 3° ne sont applicables que si le changement d'affectation des locaux, la renonciation à l'agrément ou le retrait de celui-ci ont lieu dans un délai de trois ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la prime a été payée.

**Art. 8.** La personne qui sollicite l'octroi d'une prime autorise les fonctionnaires et agents désignés par le Ministre, Membre du Collège chargé du Tourisme, à faire procéder sur place à toutes les vérifications utiles.

**Art. 9.** Seules les demandes introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté seront traitées en application du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le décret de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999 relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes" entre en vigueur à la même date que le présent arrêté.

**Art. 12.** Le Ministre, Membre du Collège chargé du Tourisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mars 1999.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

D. GOSUIN,  
Membre du Collège chargé du Tourisme  
H. HASQUIN,  
Président du Collège

Annexe 1 à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la prime accordée pour les travaux d'équipement ou de transformation visant la création et de la modernisation de "chambres d'hôtes" dans des bâtiments existants

DEMANDE D'OCTROI D'UNE PRIME

Décret du Collège de la Commission communautaire française du 14 janvier 1999

(*Moniteur belge* du 3 février 1999)

Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du.....

(*Moniteur belge* du.....)

Le (la) soussigné(e),

Nom ..... Prénom(s) .....

Domicilé(e)

(rue, n°, bte) .....

Commune ..... Code postal .....

Téléphone (accessible entre 8 et 18 heures) .....

sollicite le paiement d'une prime relative à l'immeuble dont je suis propriétaire/locataire (\*) dont le locataire est nom, prénom, .....

adresse, .....

téléphone .....

(\*) Biffer la mention inutile

Renseignements concernant l'immeuble pour lequel la prime est demandée

Rue, n°, bte, étage .....

Commune et code postal .....

Date de l'agrément en qualité de "chambre d'hôtes" .....

Année de la construction .....

Signature du demandeur

Fait à ..... le .....

Documents à joindre à la présente demande :

a) une copie conforme du permis de bâtir si nécessaire;

b) un descriptif des travaux;

c) un plan;

d) des photos des lieux prises avant les travaux;

e) une estimation du coût des travaux ventilés par chambre;

f) au cas où vous n'en seriez pas déjà titulaire, un engagement de solliciter l'agrément en qualité de "chambres d'hôtes" au plus tard à l'achèvement des travaux;

g) un mandat écrit du propriétaire autorisant les travaux si le demandeur est occupant non propriétaire.

Pour rappel

Seules les factures correctement libellées seront acceptées lors de la clôture du dossier.

Le demandeur déclare avoir pris connaissance du décret et de l'arrêté susvisé.

Pour être recevable, cette demande doit être accompagnée de ces documents et adressée par lettre recommandée au Service Tourisme de la Commission communautaire française, boulevard de Waterloo 103, 1000 Bruxelles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la prime accordée pour des travaux d'équipement ou de transformation visant la création et de la modernisation de "chambres d'hôtes" dans des bâtiments existants.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé du Tourisme

H. HASQUIN,

Président du Collège

## VERTALING

N. 99 — 1918

[S - C - 99/31148]

**4 MAART 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de premie die voor uitrustings- of verbouwingswerken wordt toegekend met het oog op de verschaffing of de modernisering van "gastenkamers" in bestaande gebouwen**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastenkamers en betreffende de toelating om de benaming "gastenkamers" te gebruiken, inzonderheid op artikel 6 betreffende de premie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 5 februari 1999;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting van ...

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastenkamers en de toelating om de benaming "gastenkamers" te gebruiken onverwijld in werking treedt; dat de regels ten uitvoer van artikel 6 van het decreet onverwijld goedgekeurd dienen te worden teneinde het dienovereenkomstig recht op een toelage te bekrachtigen;

Op voorstel van het Lid van het College, bevoegd voor Toerisme,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Onder de in dit besluit gestelde voorwaarden kent het Lid van het College, bevoegd voor toerisme een toelage toe voor uitrustings- of verbouwingswerken met het oog op de verschaffing of de modernisering van gastenkamers.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit worden als uitrustings- of verbouwingswerken beschouwd met het oog op de verschaffing of de modernisering van gastenkamers, alle bouwwerken met betrekking tot :

- de ruwbouw, de afwerking en de vernieuwing :
  - grondwerken;
  - metselwerken;
  - beglazing;
  - betegeling;
  - muur- en vloerbekleding;
  - pleisterwerken;
  - verfwerken;
  - plafonnering;
  - loodgieterij;
  - sanitaire voorzieningen;
  - schrijnwerk;
- de gelijkvormigheid met de voorschriften voor brandbeveiliging;
- de volgende binnenhuisinrichtingen :
  - verwarming;
  - riolen;
  - gas en elektriciteit;
  - sanitair en toebehoren;
  - bedgerief (met name bed, bedvering en matras);
  - verlichting;
  - gordijnen en overgordijnen.

**Art. 3.** Per gastenkamer bedraagt de premie maximum 50 000 frank voor een tijdspanne van tien jaar, ook al is er een verandering van eigenaar opgetreden.

**Art. 4.** Op straffe van nietigheid dient de premieaanvraag bij een ter post aangetekende zending bij het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie te worden ingediend, door middel van het formulier overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model dat naar behoren is ingevuld en dat op eenvoudige aanvraag ter beschikking van het publiek wordt gesteld.

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd :

1. desnoods, een voor eensluidend verklaard afschrift van de bouwvergunning;
2. een beschrijving van de werken;
3. een plan;
4. foto's van de plaats vóór de werken met dien verstande dat de ambtenaren van de Franse Gemeenschapscommissie van de bewoner een bezoek ter plaatse kunnen eisen;
5. een raming van de kosten per gastenkamer;
6. ingeval de aanvrager bewoner-niet eigenaar is, een schriftelijke volmacht van de eigenaar waarbij hem toelating wordt gegeven tot de werken over te gaan;
7. als de aanvrager nog niet in het bezit is van de erkenning als uitbater van "gastenkamers", de verbintenis de bewuste erkenning uiterlijk bij de voltooiing van de werken aan te vragen.

**Art. 5.** Binnen dertig dagen na de indiening van de aanvragen om een renovatiepremie wordt :

- 1° een ontvangbewijs,
- 2° of een verzoek tot overzending van de ontbrekende documenten verstuurd.

Wanneer binnen zes maanden na de dag waarop de ontbrekende documenten werden aangevraagd niet werd ingegaan op het verzoek tot overzending van de bijkomende documenten, dan vervalt de premieaanvraag.

**Art. 6.** Een voorlopige verbintenis van toekenning van de premie wordt ter kennis van de aanvrager gebracht met name op grond van door een aannemer opgestelde bestekken op naam van de aanvrager met vermelding van het adres van de bouwplaats en/of bestelbons en prijsoffertes voor het materiaal.

De premie wordt pas na de voltooiing van de werken uitbetaald.

De werken worden uiterlijk binnen drie maanden na hun voltooiing gefactureerd.

Het premiebedrag wordt vastgesteld en uiteindelijk uitbetaald op grond van de oorspronkelijke en naar behoren opgestelde facturen op naam van de aanvrager en met vermelding van het adres van de bouwplaats, of van voor eensluidend verklaarde afschriften van deze facturen samen met een verklaring op erewoord.

**Art. 7.** De premiegerechtigde is verplicht de bedragen die overeenkomstig dit besluit werden verkregen aan de Franse Gemeenschapscommissie terug te betalen alsook de hierbij behorende interesten op basis van de wettelijke rentevoet van kracht op de dag waarop beslist wordt de premie terug te vorderen in geval van :

- 1° een verkeerde of valse verklaring met het oog op het onrechtmatig verkrijgen van de premie krachtens dit besluit;
- 2° wijziging door de premiegerechtigde van de bestemming van de uitgeruste of verbouwde vertrekken;
- 3° opzegging vanwege de premiegerechtigde van zijn erkenning als "gastenkamers" of definitieve intrekking van de erkenning.

De bepalingen van 2° en 3° zijn enkel van toepassing wanneer de bestemmingswijziging van de vertrekken, de opzegging van de erkenning of de intrekking ervan plaats hebben binnen drie jaar na de eerste januari van het jaar waarin de premie werd uitbetaald.

**Art. 8.** Wie een premie aanvraagt, geeft de personeelsleden die aangewezen zijn door de Minister, Lid van het College, bevoegd voor Toerisme de toelating om ter plaatse na te gaan of aan de voorgeschreven vereisten werd voldaan.

**Art. 9.** Enkel de aanvragen die vanaf de inwerkingtreding van dit besluit worden ingediend zullen met toepassing van dit besluit worden afgehandeld.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 11.** Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999, betreffende de erkenning van de gastenkamers en betreffende de toelating om de benaming "gastenkamers" te gebruiken, treedt in werking op dezelfde dag als dit besluit.

**Art. 12.** De Minister, Lid van het College, bevoegd voor Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 maart 1999.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Toerisme

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de premie die voor uitrustings- of verbouwingswerken wordt toegekend met het oog op de verschaffing of de modernisering van « gastenkamers » in bestaande gebouwen

PREMIEAANVRAAG

Decreet van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 januari 1999

(*Belgisch Staatsblad* van 3 februari 1999)

Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van .....

(*Belgisch Staatsblad* van .....

Ik, ondergetekende,

Naam ..... Voornaam .....

Woonachtig te

(straat, nr., bus) .....

Gemeente ..... Postcode .....

Telefoon (bereikbaar tussen 8 en 18 uur) .....

vraag een premie aan betreffende het gebouw waarvan ik eigenaar/huurder \* ben waarvan de huurder is naam, voornaam .....

adres .....

\* schrap wat niet past.

Nadere gegevens in verband met het Eebouw waarvoor een Premie wordt aangevraagd

Straat, nr., verdieping .....

Gemeente en postcode .....

Datum van erkenning als "gastenkamer" .....

Bouwjaar .....

Handtekening van de premieaanvrager

Te ..... op .....

Bij de premieaanvraag te voeden documenten :

- a) desnoods, een voor eensluidend verklaard afschrift van de bouwvergunning;
- b) een beschrijving van de bouwwerken;
- c) een plan;
- d) foto's van de plaats voor de bouwwerken;
- e) een raming van de bouwkosten per kamer;
- f) indien u nog niet in het bezit bent van de erkenning als "gastenkamer", de verbintenis dat u deze uiterlijk bij de voltooiing der werken zal aanvragen;
- g) een schriftelijke volmacht van de eigenaar tot toelating van de werken indien de aanvrager bewoner-niet eigenaar is;

Opmerking

Enkel de facturen die naar behoren zijn ingevuld worden bij de afsluiting van het dossier aanvaard.

De premieaanvrager verklaart kennis te hebben genomen van het decreet en het voormelde besluit.

Om ontvankelijk te zijn dient deze aanvraag samen met die documenten te worden ingediend en bij een ter post aangetekende zending te worden gericht aan de Toeristische dienst van de Franse Gemeenschapscommissie, Waterlooselaan 103, 1000 Brussel.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de premie die voor uitrustings- of verbouwingswerken wordt toegekend met het oog op de verschaffing of de modernisering van "gastenkamers" in bestaande gebouwen.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Toerisme

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College